

Malgré le CNE, la France crée peu d'emplois

Mais le gouvernement conteste les chiffres de l'Insee et de la Dares.

par Florent LATRIVE

QUOTIDIEN : samedi 18 février 2006

Avec seulement 0,1 % de croissance de l'emploi salarié au dernier trimestre 2005 et 0,4 % sur l'année, tout le monde est déçu par les statistiques provisoires publiées vendredi par l'Insee. Les économistes, bien sûr, qui voient dans les 64800 emplois marchands créés en 2005 un signe de «*faiblesse chronique*», selon Marc Touati, de Natexis-Banques populaires. Et, surtout, le gouvernement, qui aurait bien vu son contrat nouvelles embauches (CNE) taillé sur mesure pour les PME de moins de 20 salariés doper les chiffres. Un échec politique ? Non, c'est la faute des méthodes de mesure, affirme le gouvernement, attisant une polémique avec les syndicats des services statistiques de l'Etat. «*L'Insee ne prend pas en compte les entreprises de moins de 10 salariés, ce qui minimise l'impact du CNE et fournit des statistiques non exhaustives*», explique-t-on dans l'entourage du ministre délégué à l'Emploi, Gérard Larcher.

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement répète cette critique : l'Insee, tout comme la Dares (1) au ministère de l'Emploi, utiliseraient des méthodologies incapables de prendre toute la mesure du dynamisme de l'emploi dans les petites entreprises et dans les services à la personne. Pas de chance: ce sont justement les secteurs où le gouvernement nourrit des ambitions.

Du côté de l'Insee, l'accusation est évidemment accueillie fraîchement. «*Ce gouvernement donne l'impression qu'il veut faire pression parce que les chiffres ne lui plaisent pas*», proteste Freddy Liénard, secrétaire général de FO à l'Insee. Selon lui, il est «*faux*» d'affirmer que les statisticiens ne prennent pas en compte les entreprises de moins de 10 salariés: «*Nous utilisons nos propres enquêtes mais aussi d'autres sources et les chiffres qui sortent ne montrent aucune inflexion de l'emploi sous l'effet du CNE.*» L'intersyndicale de l'Insee et celle de la Dares ont toutes deux dénoncé, dans des tracts internes, les «*tentatives injustifiables de délégitimer le travail de la statistique publique*». Dans l'entourage de Gérard Larcher, on se défend de «*faire pression*», affichant avec prudence le désir d'«*affiner la méthodologie et d'élargir le champ de mesure*»...

(avec AFP)

(1) Direction de l'animation, de la recherche, des études et de la statistique.